

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TITANOBEL

ETABLISSEMENT DE VONGES

Route de Pontailler
21270 Vonges

Références : 2025-186
Code AIOT : 0005401343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Pontailler 21270 Vonges. L'inspection a été annoncée le 09/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- Route de Pontailler 21270 Vonges
- Code AIOT : 0005401343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'installation est autorisée pour la fabrication et le stockage d'explosifs. Le site est classé SEVESO Seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 04/09/2024, article L541-7-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	Susceptible de suites	Sans objet
2	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Susceptible de suites	Sans objet
4	Consommation	AP Complémentaire du 25/08/2011, article 2.1.1	/	Sans objet
5	Effluents	AP Complémentaire du 25/08/2011	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour thématiques le suivi des actions menées sur les non-conformités et demandes de l'inspection précédente, la consommation de l'eau, la gestion de certains effluents et la caractérisation de certains déchets.

Concernant les suites de l'inspection réalisée le 28 août 2023, l'exploitant a répondu par courrier VM/JP 058/2023 du 31 octobre 2023. Ces réponses étant incomplètes ou insuffisantes sur un certain nombre de points, l'exploitant a pu lors de l'inspection compléter ses réponses et justifier d'actions mises en oeuvre pour répondre aux demandes et remarques de l'inspection.

Sur le sujet des consommations d'eau, l'inspection note le travail engagé depuis plusieurs années sur cette thématique.

Enfin, concernant le déclassement des déchets de big bags, l'exploitant devra fournir les justificatifs lui permettant de considérer son déchet comme non dangereux et identifier la filière adéquate de traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p><u>Rappel des constats effectués en 2023 :</u></p> <p><i>La gestion du retour d'expérience est définie par la procédure de sécurité PRS06-01 (version F du 19/12/2016) « Gestion du retour d'expérience ». Cette procédure précise que les situations suivantes doivent être remontées sans délai à la direction QHSE : accident majeur, presque accident majeur, accident de travail avec arrêt ou sans arrêt, accident de trajet, presque accident du travail, incident, situation dangereuse. Cette procédure précise une définition pour chaque situation. Cette remontée à la direction QHSE se fait via une fiche de dysfonctionnement. Le processus relatif aux fiches de dysfonctionnement est décrite dans la procédure : de la rédaction jusqu'aux suivies des actions correctives ou préventives qui sont inscrites dans le Plan d'Actions de Sécurité. Les dysfonctionnements, mêmes mineurs, sont ainsi remontés via ces fiches. Il est à noter qu'un dispositif complémentaire non encadré dans une procédure du SGS est mis en place depuis 1 an sur le site. Il s'agit du « take 5 » qui permet à chaque agent de signaler et de faire remonter une situation anormale (concerne également les presque accidents). Ce dispositif permet notamment de faire remonter les presque accidents et les situations de travail qui ne sont pas en sécurité. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il souhaite intégrer ce dispositif à son système de gestion de la sécurité. Les conclusions de chaque situation ayant fait l'objet d'une fiche de dysfonctionnements sont présentées par la direction QHSE lors des réunions trimestrielles du Comité de Pilotage Santé et Sécurité au Travail. La procédure ne prévoit pas de hiérarchisation/priorisation des actions à mener. Dans les faits, la direction QHSE planifie les actions à mener avec des dates butoir de réalisation selon des critères de hiérarchisation non définies dans la procédure (par exemple : danger immédiat pour une personne ou l'environnement, délai et financement nécessaire pour mettre en place une solution pérenne, etc....). Le Plan d'Actions de Sécurité permet d'identifier si les actions sont réalisées dans les délais prévus ou non. Ce plan contient énormément d'actions, qui pour un grand nombre ne relèvent pas de l'environnement ou du risque accidentel et d'une façon générale du risque majeur. L'exploitant n'a pas mis en place d'indicateur qui permet d'avoir une vision d'ensemble des dysfonctionnements liés à ces thématiques. L'exploitant n'utilise pas dans son système de gestion de la sécurité, les critères de l'échelle européenne des accidents pour caractériser les événements qui ont lieu sur son site.</i></p> <p><u>Observation n°3 :</u> L'exploitant mettra à jour sa procédure PRS 06-01 avec les versions à jour des références réglementaires, notamment celle de l'article R.512-69 du code de l'environnement.</p> <p><u>Observation n°4 :</u> L'exploitant définira des critères afin d'objectivité le classement des événements qui se produisent sur son site. Pour cela, il peut s'appuyer sur les critères de l'échelle européenne.</p> <p><u>Observation n°5 :</u> L'exploitant organisera son Plan d'Actions Sécurité afin d'identifier prioritairement les dysfonctionnements qui relèvent ou qui sont susceptibles de relever de la sécurité et plus</p>

particulièrement du risque majeur. Un suivi spécifique de ces dysfonctionnements sera mis en place.
Observation n°6 : L'exploitant intégrera à son système de gestion de la sécurité son dispositif « take 5 » afin de permettre notamment la remontée des presque accidents à la direction QHSE.

Constats :

La procédure PRS06-01 " Gestion du retour d'expérience" a été mise à jour (fusion de deux procédures et prise en compte des observations de l'inspection de 2023).

L'annexe 3 de cette procédure prévoit la liste des abréviations et les termes techniques dont les traductions en français et en anglais sont disponibles. L'exploitant a maintenu certains termes en anglais pour faciliter le reporting vers la maison mère DYNO. Leur traduction est également faite dans l'annexe 3.

L'exploitant a défini les termes incident accident et leur correspondances vis à vis du référentiel de la maison mère DYNO. Il a également repris les critères de l'échelle européenne dans la procédure PRS-06-01.

L'exploitant a ajouté un suivi dans le plan d'actions de sécurité (PAS) permettant de définir la criticité de l'événement (critique/non critique) avec des critères objectivés qui sont précisés. Le tableau des événements spécifie ensuite le type de criticité (SE1 à SE6).

Enfin la procédure PRS07-02 a aussi évolué en prenant en compte des "take 5" et des points "STOP".

Ces éléments complètent la réponse de l'exploitant référencée VM/JP 058/2023 du 31/12/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7

Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation d'audits

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

Constat de l'inspection 2023 :

La procédure PRS-07-01 (version E du 31/05/23) encadre les audits et les revues de direction. Cette procédure a été remise à jour suite à la visite d'inspection en date du 29 novembre 2022 du site de Ponttailler.

Elle précise notamment les objectifs de la revue de direction :

- analyser la mise en œuvre de la Politique de Sécurité et de Prévention des Accidents Majeurs (PSPAM) ;
- vérifier la performance du SGS.

Afin de vérifier la performance du SGS, l'exploitant réalise lors des revues de direction annuelles une évaluation systématique de la PSPAM. A cette occasion, elle peut être modifiée.

L'exploitant évalue le respect de ses procédures et instructions SGS au travers des audits et inspections qu'il réalise. Cette évaluation est réalisée à différents niveaux hiérarchiques :

- des audits de la direction générale ont lieu une fois par an et balayent une partie des items du SGS, l'objectif étant de voir l'ensemble des items du SGS d'un site sur une période de trois ans ;
- des audits au niveau local ont lieu tous les 2 mois et à minima 6 fois par an ; - des points stop sont réalisés 2 fois par mois par l'encadrement de premier niveau ;
- des « Take 5 » sont réalisés dès qu'un danger/événement est identifié par un opérateur.

L'inspection des installations classées a consulté la dernière revue de direction du 27 juin 2023 (réf. 001/2023). Lors de cette revue de direction la PSPAM a été abordée et révisée. Pour l'année 2023, l'exploitant prévoit de décaler la revue de direction au dernier trimestre de l'année afin de permettre d'être dans la même temporalité que l'année fiscale et favoriser la prise en compte des besoins d'investissement relatifs à la sécurité et à l'environnement pour l'année N+1. L'inspection des installations classées a consulté l'audit de la direction HSE des 18, 20 et 21 juillet 2023 (2023/019).

L'exploitant indique dans cet audit, que les années 2020 et 2021 ont été fortement perturbées par le COVID. Les audits de terrain ont été réalisés partiellement afin que le service QHSE se concentre sur les mesures de prévention de transmission de cette maladie. L'exploitant a indiqué que l'audit 2022 a été décalé en 2023 suite à des absences au sein de la direction HSE.

Le suivi des écarts des audits est réalisé via la Plan d'Action Sécurité présenté au point de contrôle n°2.

Observation n°7 : L'exploitant intégrera dans ses audits la gestion des accidents/incidents et défaillances ou anomalies des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR).

Constats :

L'exploitant a intégré dans ses audits la gestion des accidents/incidents et défaillances des MMR. Ce point se traduit concrètement dans le tableau de suivi qui a été présenté lors de l'inspection.

Observation n°1 : L'exploitant s'interrogera sur la pertinence de remontée d'autres incidents à la revue de direction (par exemple : incident redondant)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2024, article L541-7-1

Thème(s) : Risques chroniques, caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.

Constats :

L'inspection s'est intéressée au déclasserement des déchets de bigs-bags de nitrate d'ammonium (déclasserement de déchets dangereux à déchets non dangereux).

Ces emballages sont coupés en partie inférieure pour le déversement du produit dans la trémie d'alimentation. Ils sont ensuite inutilisables et sont repris par un prestataire de déchets en tant que déchets non dangereux. Il y a très peu de résidus de produit dans le déchet de big-bag selon l'exploitant.

Une étude quant à la caractérisation du déchets et au code déchet retenu a été effectuée mais elle a été réalisée pour un autre site, les équipements étant légèrement différents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude sur la caractérisation de ce déchet (pesée, stabilité, code déchet, ...) et de compléter cette étude par le choix d'une filière de traitement des déchets de big-bags. Un contrat d'engagement avec une filière REP ou un traiteur de déchets peut utilement être joint à l'étude.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Consommation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2011, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement.

Constats :

Concernant les prélèvements, ceux-ci sont réalisés en nappe de Saône par deux puits de captage. L'eau est traitée pour la potabilisation puis distribuée sur l'usine avec deux châteaux d'eaux de 125 et 150 m3 de stockage.

La distribution est réalisée par des canalisations très anciennes : cela engendre beaucoup de fuites. L'exploitant est conscient de cette problématique et y travaille depuis plusieurs années.

<p>La consommation d'eau au 31/08/24 est de 16 000 m³.</p> <p>Deux postes de consommation sont plus importants (en besoin) pour les matières premières (processus de fabrication) et les adjonctions d'eau au circuit de vapeur. Concernant le tunnel de refroidissement, celui-ci est en circuit fermé.</p> <p>En 2024 l'exploitant a déployé la mise en place de sous-compteurs, a changé des vannes d'isolement (environ 10 % du parc) et les passages de ponts.</p> <p>L'ambition annoncée est d'atteindre une consommation maximale annuelle de 10 000 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Effluents

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2011</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun rejet d'eaux industrielles n'est autorisé dans le milieu naturel ou dans le réseau local d'assainissement. Les eaux issues du point de rejet B7/B8 sont traitées comme des déchets industriels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteur se sont intéressés aux effluents produits lors du nettoyage du bâtiment 815. Ceux-ci sont récupérés en fosse puis pompés et évacués par un prestataire de déchets. Les effluents sont ensuite traités dans une installation autorisée connue de l'inspection. Le code déchets utilisé est le 061002* ce qui est cohérent.</p> <p>Concernant la chaîne de process, celle-ci est nettoyée en huile. Les résidus sont ensuite brûlés au brûloir. Ce nettoyage est quotidien car le produit durcit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>